



Mardi 11 janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[La BDL inaugure son premier guichet dédié à la finance islamique](#)

La Banque de développement local (BDL) a lancé lundi son premier guichet dédié à la finance islamique, au niveau de son agence de Staoueli (Alger-Ouest).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Marché national des assurances : une croissance de plus 4 % en 2021](#)

Après avoir été fortement touché par la crise sanitaire en 2020, le marché national des assurances renoue avec la croissance, qui a dépassé les 4% en 2021, selon les prévisions de clôture communiquées, lundi à Alger, par le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Benmicia Youcef.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Ports : les entreprises appelées à fonctionner 7/7 et 24h/24](#)

Le ministre des Transports, Aissa Bekkai a appelé lundi les différentes entreprises activant dans le domaine du transport maritime et des infrastructures portuaires à consentir davantage d'efforts afin de relever les défis et de respecter l'instruction du Premier ministre, ministre des

Finances, Aïmene Benabderrahmane en ce qui concerne les jours et les horaires de travail (7/7 et 24h/24), a indiqué un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Entreprises en difficulté: 138 dossiers supplémentaires validés pour le paiement des dettes

L'Agence Nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat "ANADE" (ex ANSEJ) a validé 138 dossiers supplémentaires pour le paiement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué lundi un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui précise que l'opération se poursuivra jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes.



BDL : la finance islamique lancée

La Banque de Développement a lancé, hier à Alger, sa finance islamique «El Badil» qui se veut être une vraie alternative pour le client. S'exprimant lors d'un point de presse tenu en marge de cette cérémonie, Youcef Lalmas, directeur général de la BDL, indique d'emblée que les produits compatibles à la Charia seront disponibles cette année dans 50 guichets, et le seront plus tard dans les nouvelles wilayas nées du nouveau découpage administratif. Neuf produits certifiés par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique et le Comité de contrôle charaïque de la banque, sont prévus.



Forum d'El Moudjahid : Le Marché des assurances en débat

Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance était hier, l'invité du Forum d'El Moudjahid pour animer une conférence autour de l'actualité du secteur.



Loi sur les assurances : examen au Parlement cette année

L'invité du Forum El Moudjahid a souligné que les sociétés des assurances et des réassurances font face de nombreux défis et précise que l'un des plus importants est d'achever

le processus de modernisation et de transformation numérique en suivant le rythme des changements dans tous les domaines.



Eclairage : Archaïsmes

L'invité du forum d'El Moudjahid, lundi, est une personne-ressource dans le domaine des assurances, un homme qui préside aux destinées de l'Union Algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, formant un groupe monumental de 23 sociétés, brassant un chiffre d'affaires à donner le tournis. Il a subjugué l'assistance avec des inventaires comptables conjugués en termes de milliards de dinars.



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE LA RENCONTRE NATIONALE SUR LE SYSTÈME DE SANTÉ

Une loi sanitaire bis en attente d'application

Les débats de cette rencontre de deux jours et l'ensemble des propositions des experts dégagées des huit ateliers viennent, en fait, rappeler la nécessité de l'application des dispositions de la loi sur la santé.

Les recommandations adoptées à l'issue de la rencontre nationale sur la relance du système de santé, organisée les 8 et 9 janvier sous le haut patronage du président de la République, reflètent essentiellement la majorité des dispositions de la loi sanitaire publiée en juillet 2018.



RÉFORME DES SUBVENTIONS

«On travaille sur le système d'informations», selon le DG du budget

Le Directeur général du budget au ministère des Finances a livré quelques éléments de la réforme des subventions que le gouvernement compte mettre en œuvre à l'avenir, la loi des finances 2022 ayant introduit une disposition législative en vue de mettre en place un nouveau système de subventions ciblées.

Autrement-dit, tout le monde ne sera donc pas éligible à l'aide de l'Etat en matière de subventions des prix de première nécessité comme c'est le cas aujourd'hui encore. La nouvelle mesure en question, l'article 187, repris par l'APS le 18 novembre 2021, stipule qu'«il est mis en place un dispositif national d'indemnisation en numéraire au profit des familles qui y sont éligibles, constitué notamment des départements ministériels concernés, de membres des deux chambres du Parlement, des experts économiques concernés, ainsi que des organisations professionnelles». Le DG du budget a ainsi, lors d'une journée d'information sur «les nouvelles dispositions de la LF-2022» organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), fait état dimanche dernier des changements qui vont en résulter.



La BDL lance sa finance islamique : Objectif, 5 à 8 milliards de dinars de collecte

La formule «El Badil» propose 9 produits certifiés par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique et le comité de contrôle charaïque de la banque. Il s'agit de Ijarra Mountahia Bitamlik, Mourabaha véhicule, Mourabaha consommation, Mourabaha investissement pour les entreprises...



Comptes devises : Nouvelle note relative aux comptes des commerçants et exportateurs

La Banque d'Algérie (BA) a exhorté les banques de liquider les dépôts à termes souscrits sur les comptes devises des commerçants et exportateurs, ainsi que de procéder à leur remboursement et leur rémunération (intérêts), conformément aux conditions contractuelles avec leurs clients.



Natixis Algérie : Un selfie pour l'ouverture d'un compte bancaire à distance

Natixis Algérie, première banque européenne implantée en Algérie depuis 1999, avec près de 800 collaborateurs et 26 agences réparties sur presque tout le territoire algérien, simplifie la création de compte en adoptant une nouvelle solution technologique. Désormais, il n'est nullement nécessaire de se déplacer à la banque. Une prise de photo du dossier client et un selfie vidéo suffiront pour ouvrir un compte bancaire sans se déplacer.



[A l'intox et aux mensonges colportés pour saper le moral de la société](#)

[Le Président assène ses vérités](#)

Tous ces «semeurs de pessimisme», tel que les décrit Abdelmadjid Tebboune, «trompent l'opinion» et la conduisent directement sur la voie du désespoir, en lui voilant la vérité. Le séminaire sur le système de santé, qui a rendu ses recommandations pour une meilleure prise en charge des malades, aura été un rendez-vous éminemment politique.



[Allègements fiscaux, IDE, subventions publiques](#)

[Les principaux avantages de la LF 2022](#)

Les allègements fiscaux ont touché un grand nombre d'activités et de filières, notamment aquacoles, les aliments de bétail et de volailles, les huiles et les tourteaux. Les mesures introduites dans la loi de finances 2022 ont été largement commentées par les experts, les professionnels, les opérateurs et les responsables des différents secteurs ministériels, notamment ceux de la direction générale des impôts, des Douanes algériennes et les élus nationaux des deux chambres du Parlement. Selon le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie Caci, Tayeb Chebbab «la loi de finances a introduit une révolution pour l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et l'encouragement de l'investissement», dira-t-il au cours de la journée d'études et d'information sur la loi de finances organisée à l'hôtel El Aurassi.



[Dans son dernier rapport sur l'Algérie](#)

[Les bons points du FMI](#)

Les experts de l'institution financière ont salué l'orientation du nouveau Plan d'action du gouvernement et appuient les réformes prioritaires, identifiées visant à faciliter la transition du pays vers un modèle de croissance plus durable.

Dans son dernier rapport 2021 publié sur l'Algérie, le Fonds monétaire international (FMI) a donné beaucoup de bons points à l'Algérie. Sur le plan politique, le FMI soutient que «l'élection présidentielle de décembre 2019 et la formation d'un nouveau gouvernement en juillet 2021 au lendemain des élections législatives organisées le mois précédent ont restauré

la cohésion sociale et politique». La machine économique, par contre, a été frappée de plein fouet par les interruptions de l'activité provoquées par la pandémie, la fermeture prolongée des frontières et l'effondrement des cours internationaux du pétrole. Cependant,



[Tayeb Chebbab, président de la Caci, à l'Expression](#)

«On passe aux choses sérieuses en 2022»

Dans cet entretien, qu'il a daigné nous accorder, en marge des travaux de la journée d'information sur la loi de finances 2022 organisée, conjointement entre la Caci, le ministère des Finances et le ministère du Commerce, Tayeb Chebbab revient sur les différents volets de cette loi. Il en explicitera les principaux acquis économiques et sociaux. Les mesures d'encouragement et de promotion de l'exportation, ainsi que le fameux dossier des subventions publiques y figurent en bonne place dans son analyse de la loi de finances 2022.



Finance islamique La BDL prévoit un chiffre d'affaires de près de 8 milliards de dinars en 2022

La Banque de développement local (BDL), a lancé officiellement hier, sa finance islamique dénommée "El Badil", les prévisions de ce nouveau produit prévoient un chiffre d'affaires de huit (8) milliard de dinars d'ici la fin de l'année en cours.

Le directeur général de la BDL, Youcef Lalmas, a fait savoir, lors de son allocution, à l'occasion de la cérémonie du lancement, que la BDL compte ouvrir 50 guichets dédiés à la finance islamique, à travers le territoire national avant la fin de l'année en cours, " Dans une première étape, "El Badil" sera proposé sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque publique, ces neuf guichets islamiques seront opérationnels progressivement durant le mois de janvier en cours et atteindront un total de 50 d'ici la fin de l'année " avance Lalmas.



[Ciblage des subventions : création prochaine d'une commission spécialisée](#)

Les subventions généralisées de l'Etat devraient cesser à partir de cette nouvelle année. Mais son application demeure ne devrait pas intervenir dans l'immédiat. Pour mettre en œuvre cette décision, une commission spécialisée sera créée pour traiter ce dossier.



Marché des assurances : deux nouvelles sociétés publiques seront créées en 2022

Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Benmicia Youcef a révélé ce lundi, que le marché national des assurances verra la constitution de deux nouvelles sociétés publiques d'assurance, dont le dossier d'agrément est en cours.



HAUSSES SURPRISES DES PRIX : Les points noirs du commerce intérieur

Selon le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd, qui intervenait dimanche lors d'une journée d'information sur « les nouvelles dispositions de la loi de finances 2022 », organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), le budget de l'État a contribué à absorber la hausse de prix due à l'inflation des prix des produits et matières premières au niveau mondial.



"المجلس الإسلامي" في حملة لإقناع المتعاملين الاقتصاديين

الأئمة لاسترجاع 90 مليار دولار من السوق السوداء

باشر المجلس الإسلامي الأعلى حملة لإقناع رجال المال والأعمال والمتعاملين الاقتصاديين بضخ أموالهم المكدسة خارج القنوات الرسمية، والتي تقارب 90 مليار دولار، في البنوك وفق صيغ الصيرفة الإسلامية، باعتبار أن شبهة الربا، وراء عزوف عدد كبير من الجزائريين عن البنوك.

Marché des assurances Une croissance de plus 4 % en 2021

Après avoir été fortement touché par la crise sanitaire en 2020, le marché national des assurances renoue avec la croissance, qui a dépassé les 4% en 2021, selon les prévisions de clôture communiquées, lundi à Alger, par le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Benmicia Youcef.

"L'année 2020 a été difficile pour le secteur des assurances qui avait enregistré pour la première fois une baisse de 5% due essentiellement aux retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur le secteur et l'économie en général mais la reprise économique enregistrée en 2021, grâce notamment à l'arrivée des vaccins contre la Covid-19, a permis au marché des assurances de renouer avec la croissance d'avant la pandémie", a précisé M. Benmicia lors de son intervention au Forum du quotidien national El Moudjahid.

Se référant aux prévisions du Conseil national des assurances (CNA) pour la clôture du marché des assurances au 31 décembre 2021, il a déclaré: "on prévoit une croissance de 4% pour l'exercice 2021." Cette croissance est tirée essentiellement par l'assurance des entreprises.

En effet, selon les données du CNA, "le marché des assurances pourrait cumuler, au 31 décembre 2021, un

chiffre d'affaires avoisinant les 144,1 milliards de DA, en croissance de 4,3% par rapport aux réalisations au 31 décembre 2020".

Il est avancé aussi que "les sociétés d'assurance de dommages prévoient de clôturer l'année 2021 avec un total de primes estimées à 133,3 milliards de DA, soit une progression de 5,8% comparativement à l'exercice précédent".

La branche "IRD" pourrait réaliser une performance de 15%, contrairement à la branche "automobile" qui fléchirait de 2,2% à la fin de l'exercice 2021, précise encore la même source.

Par contre, il a été relevé que "la production des assurances de personnes, avec un chiffre d'affaires estimé à près de 10,6 milliards de DA, devrait baisser de 10,8% par rapport aux réalisations enregistrées au 31 décembre 2020".

"Toutes les branches seraient en baisse, mis à part la branche "vie-décès" qui maintiendrait une évolution estimée à 1,4%", selon les données du CNA. Le président de l'UAR a, d'autre part, souligné que le marché national des assurances est "ouvert et diversifié", comprenant actuellement 23 sociétés d'assurance de droit algérien.

"Le nombre de ces sociétés va passer à 25 en 2022, avec la constitu-

tion de deux nouvelles sociétés publiques d'assurance en fin 2021, dont le dossier d'agrément est en cours et lesquelles pratiqueront l'assurance Takaful", a fait savoir M. Benmicia.

Abordant le cadre réglementaire de l'activité d'assurance en Algérie, il a soutenu qu'il "était grand temps d'apporter des réformes à l'ordonnance n 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances", rappelant que la dernière révision de celle-ci a été opérée en 2006 en plus des modifications introduites par les lois des finances dont celle de 2020 qui avait introduit l'assurance Takaful (assurance conforme à la Charia).

Il a, à ce propos, souligné qu'il s'attendait à ce que le projet de loi portant révision de cette Ordonnance aboutisse l'année en cours.

Pour le Président de l'UAR, il s'agira d'apporter des changements qui vont permettre à l'activité d'assurance de se développer et de jouer son véritable rôle socioéconomique.

Il a, dans ce sens, mis en avant le grand potentiel du marché national des assurances notamment le segment des particuliers. Ce qui signifie, selon M. Benmicia, que ce secteur pourra apporter une contribution adéquate au PIB et participer au financement de l'économie nationale.

SECTEUR DES ASSURANCES EN ALGÉRIE

«Un potentiel à exploiter au profit de l'économie nationale»

La communication dans le domaine des assurances est importante pour sensibiliser, et les médias aussi ont un rôle à jouer. Il s'agit d'attirer le plus grand nombre d'assurés en 2022 et de faire jouer à l'assurance son véritable rôle socio-économique. Alors que la part de l'assurance dans le PIB au niveau mondial est de l'ordre de 7,4%, pour le cas de l'Algérie, le taux de pénétration est de 0,8% seulement, en termes de chiffre d'affaires. Mais ceci doit être considéré comme une opportunité à saisir, comparable à un gisement que les assureurs doivent exploiter.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - C'est Benmicia Youcef, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), qui est une organisation professionnelle qui représente les sociétés d'assurance, qui l'a expliqué hier au Forum d'El Moudjahid.

Parmi les missions de l'organisation, la sensibilisation et l'information du public, mais aussi l'amélioration de la qualité de la prestation de service ainsi que la participation à la collecte de l'épargne. « L'impact du secteur des assurances est important dans la relance économique nationale », a-t-il déclaré.

Faisant un rappel sur les activités du secteur, il dira qu'« après une année 2020 marquée par l'apparition de la pandémie de la Covid-19, l'année 2021, par contre, a connu une reprise économique, même si la crise sanitaire persiste ».

« Malgré une année 2020 difficile qui a affecté une bonne partie des sociétés d'assurance, le marché des assurances est parvenu à résister », a-t-il ajouté.

L'orateur a décrit dans ce contexte le marché des assurances comme étant un marché qui a les caractéristiques de marché qui est ouvert à la compétition, mais aussi diversité. Chiffres à l'appui, il dira qu'« actuellement, le marché algérien compte 23 sociétés d'assurance toutes catégories confondues, parmi lesquelles 12 pratiquent l'assurance-dommage et 8 spécialisées dans les assurances des personnes, qui sont les principaux acteurs du marché des assurances, et toutes de droit algérien ». Avec la constitution de 2 nouvelles sociétés d'assurance publiques en 2022, le nombre passera à 25 sociétés. Ces nouvelles sociétés d'assurance sont spécialisées dans l'assurance Takatuf, dont l'une pratique le Takatuf général et l'autre Takatuf familial.

Pour démontrer que le secteur des assurances est un « système protecteur », il dira qu'il y a le fonds de garantie automobile, qui intervient pour indemniser les victimes de la circulation en cas de dommages corporels pour des personnes non assurées, et dont les responsables des accidents sont inconnus. Il y a aussi le fonds de garantie des assurés qui intervient lorsqu'une société d'assurance n'arrive pas à honorer ses engagements.

Expliquant l'importance de l'assurance dans le monde, le président de l'UAR dira qu'avant l'apparition de la pandémie, le secteur des assurances connaissait une croissance moyenne de 3% par an, et en 2020, il n'y a pas eu de croissance.

Selon lui, l'on devrait atteindre le niveau d'avant la pandémie en 2022 en raison de la reprise économique, mais aussi en raison de la hausse des tarifs d'assurance. « En 2020 le revenu mondial de l'assurance-vie et l'assurance-dommage est de 6 287 milliards de dollars, dont 81% générés par les pays développés », explique-t-il.

Dans le cadre du volet lié à la contribution des assurances dans l'urgence économique, Benmicia Youcef explique qu'« en termes de taux de pénétration, qui est la part de l'assurance dans le PIB, le niveau mondial est de 7,4%, et que pour les pays émergents, il est de 3,4%. Mais en termes de chiffre d'affaires, l'Algérie présente un taux de pénétration de 0,8% ». « Ce qui démontre la faiblesse de l'assurance-vie en Algérie », juge-t-il.

Par contre, cette position guère réconfortante de l'Algérie est perçue par l'invité du forum d'El Moudjahid comme « une opportunité comparable à un gisement que les assureurs doivent exploiter ». Arguments à l'appui, il dira qu'à l'exemple de l'assurance sur les catastrophes naturelles qui est pourtant un segment obligatoire sur un parc immobilier de 9 millions de logements, 12% seulement sont assurés. « Ce qui est synonyme de près de 90% de logements non assurés, qui représentent un potentiel énorme en Algérie », oéduit-il.

Dans ce contexte, le président de l'UAR estime que « les défis sont nombreux, mais le plus important, c'est de faire jouer à l'assurance son véritable rôle socio-économique et une contribution adéquate au PIB ». « Cet objectif peut être atteint grâce à la modernisation du secteur, l'amélioration de la prestation des services, la transition numérique, la digitalisation et la promotion de la finance islamique », préconise-t-il, enfin.

A. B.

FINANCE ISLAMIQUE

La BDL lance 9 produits

La Banque de développement local (BDL) se lance enfin dans la finance islamique. Ce créneau porteur, qui ne cesse de s'étendre sur la place d'Alger, génère justement une prévalence assez conséquente. La BDL ambitionne ainsi d'atteindre une collecte à hauteur de huit milliards de dinars en 2022.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Bonne nouvelle pour les clients de la Banque de développement local (BDL). Leur banque vient de se lancer dans la finance islamique et leur propose neuf produits. Destinés aux particuliers, mais aussi aux entreprises et aux détenteurs de capitaux ayant des projets, ces produits touchent au financement de la consommation, des marchandises, des équipements et autres.

«Tous ces produits sont conformes aux préceptes de l'Islam et seront mis à la disposition de l'ensemble de nos clients : particuliers, professionnels, PME, PMI, petites entreprises, artisans... et de tous les secteurs, notamment l'immobilier, le tourisme, la santé, la pharmacie...», a précisé

Youcef Lalmas, directeur général de la BDL, lors de la cérémonie du lancement officiel de la finance islamique par sa banque, tenue hier, à Alger.

Pour ce début, les agences de Staouéli, Sidi Yahia, Hussein-Dey et Baraki, dans la capitale, et celles de Batna, Oran, Constantine et Ghardaïa sont les premières à proposer les produits de la finance islamique. Un concept qui sera généralisé à 50 agences de la BDL sur un réseau qui compte 162 agences, avant fin 2022. «Notre objectif est de rendre disponibles tous nos produits de la finance islamique sur l'ensemble de nos agences à travers tout le territoire national d'ici deux ans et faire parvenir ces produits à un maximum d'opérateurs économiques», souligne-t-il.

Youcef Lalmas assure, d'ailleurs, que la finance islamique est «un besoin» qui a été ressenti depuis longtemps. «Des études ont montré l'intérêt que portent les clients aux produits conformes aux préceptes de la Charia. La preuve : l'expérience de l'épargne sans intérêts, un produit qui se rapproche de la finance islamique, a connu une progression assez significative pendant des années et a permis de vérifier ce besoin», explique-t-il. Convaincu que ce produit

supplémentaire permettra aux personnes qui sont hors du circuit bancaire d'intégrer les banques, il assure que la finance islamique demeure «l'un des outils que nous devons mettre en œuvre afin de drainer les capitaux qui circulent sur le marché parallèle».

Le directeur général de la BDL affiche ainsi l'ambition de sa banque de collecter huit milliards de dinars en 2022. «Certes, nous ne sommes pas seuls sur la place. Toutes les banques publiques sont sur ces produits, mais il faut reconnaître qu'un engouement a été constaté et les clients commencent à se familiariser avec ces produits», dit-il.

Il admet, par ailleurs, que la BDL a accusé un retard dans le lancement de la finance islamique. Un retard qu'il incombe à des questions techniques. «L'utilisation de ces modules informatiques nécessitait leur interconnexion et l'adaptation de certaines spécificités à la solution de base de la banque», fait-il savoir, avant d'ajouter : «La BDL était prête depuis quelque temps mais toutes ces opérations techniques ont pris un long délai. Seulement, nous pouvons vite rattraper ce retard.»

Ry. N.

L'ÉDITO

PAR OUTOUDERT ABOUS
abrousliberte@gmail.com

Égalité sociale

“ L'important c'est cette volonté politique exprimée, à maintes reprises, pour assurer une justice sociale, d'une part, et juguler les dépenses énormes du budget de l'État, d'autre part...”

La loi de finances 2022 a introduit une véritable réforme quant aux subventions généralisées qui ne doivent désormais bénéficier qu'aux familles dont les revenus peinent à joindre les deux bouts. Pour cela, il sera fait appel à un système d'information disponible au niveau des collectivités locales et du ministère de l'Intérieur pour mettre en place un modèle de ciblage qui sera affiné progressivement dans le temps. C'est l'assurance donnée par le directeur général du budget. L'important c'est cette volonté politique exprimée, à maintes reprises, pour assurer une justice sociale, d'une part, et juguler les dépenses énormes du budget de l'État, d'autre part. Le coût de ces subventions est estimé à 1 942 milliards de dinars dont 1 530 milliards, uniquement, pour les produits énergétiques. Cet engagement politique permettra à l'État de soutenir, par un transfert monétaire, les familles nécessiteuses et aux autres de payer le prix coûtant des produits, jusqu'à ce jour, subventionnés. Pour plus de transparence, les produits appelés à être soutenus et les conditions d'affectation seront proposés au Parlement pour adoption. La fin des subventions universelles qui aura lieu progressivement aidera à une meilleure prise en charge des ménages à revenus réduits. D'ailleurs, la fin ou la réduction des subventions les plus coûteuses permettront un bol d'air salvateur au Trésor public, d'autant qu'elles ne vont pas en direction de cette population à assister. À terme, cette réforme mettra fin aux inégalités sociales et créera un autre comportement pour ceux qui dépensent sans compter puisqu'ils ne payent pas actuellement le produit au prix coûtant. ■

MARCHÉ NATIONAL DES ASSURANCES

Une croissance de plus 4% en 2021

Après avoir été fortement touché par la crise sanitaire en 2020, le marché national des assurances renoue avec la croissance, qui a dépassé les 4% en 2021, selon les prévisions de clôture communiquées, hier à Alger, par le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia. *"L'année 2020 a été difficile pour le secteur des assurances qui avait enregistré pour la première fois une baisse de 5% due essentiellement aux retombées de la crise sanitaire de Covid-19 sur le secteur et sur l'économie en général, mais la reprise économique enregistrée en 2021, grâce notamment à l'arrivée des vaccins contre la Covid-19, a permis au marché des assurances de renouer avec la croissance d'avant la pandémie"*, a précisé M. Benmicia, lors de son intervention au forum du quotidien national *El Moudjahid*. Se référant aux prévisions du Conseil national des assurances (CNA) pour la clôture du marché des assurances au 31 décembre 2021, il a déclaré : *"On prévoit une croissance de 4% pour l'exercice 2021."* Cette croissance est tirée essentiellement par l'assurance des entreprises. En effet, selon les données du CNA, *"le marché des assurances pourrait cumuler, au 31 décembre 2021, un chiffre d'affaires avoisinant les 144,1 milliards de dinars, en croissance de 4,3% par rapport aux réalisations au 31 décembre 2020"*. Il est avancé aussi que *"les sociétés d'assurance de dommages prévoient de clôturer l'année 2021 avec un total de primes estimées à 133,3 milliards de dinars, soit une progression de 5,8%*

comparativement à l'exercice précédent". La branche "TRD" pourrait réaliser une performance de 15%, contrairement à la branche "automobile" qui fléchirait de 2,2% à la fin de l'exercice 2021, précise encore la même source. En revanche, il a été relevé que *"la production des assurances de personnes, avec un chiffre d'affaires estimé à 10,6 milliards de dinars, devrait baisser de 10,8% par rapport aux réalisations enregistrées au 31 décembre 2020"*. *"Toutes les branches seraient en baisse, mis à part la branche 'vie-décès' qui maintiendrait une évolution estimée à 1,4%"*, selon les données du CNA.

Le président de l'UAR a, par ailleurs, souligné que le marché national des assurances est *"ouvert et diversifié"*, comprenant actuellement 23 sociétés d'assurances de droit algérien. *"Le nombre de ces sociétés va passer à 25 en 2022, avec la constitution de deux nouvelles sociétés publiques d'assurances en fin 2021, dont le dossier d'agrément est en cours et lesquelles pratiqueront l'assurance Takaful"*, a fait savoir M. Benmicia.

Abordant le cadre réglementaire de l'activité d'assurance en Algérie, il a soutenu qu'il *"était grand temps d'apporter des réformes à l'ordonnance n°95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances"*, rappelant que sa dernière révision a été opérée en 2006 en plus des modifications introduites par les lois des finances dont celle de 2020 qui avait introduit l'assurance Takaful (assurance conforme à la charia).

APS

COMPTES DEVICES

Une nouvelle note de la Banque d'Algérie

■ Dans une note datée du 6 janvier, la Banque d'Algérie informe l'ensemble des banques qu'en application de l'instruction n°01-2022 du 5 janvier 2022, relative aux conditions de rémunération des comptes devises, de l'obligation de liquider les dépôts à terme souscrits sur les comptes devises commerçants et exportateurs (quote-part de 20% destinés à la promotion des exportations), encours et leurs remboursements, ainsi que leurs intérêts conformément aux conditions contractuelles avec leurs clients. Il demeure entendu, précise la Banque d'Algérie, que *"désormais, les comptes devises commerçants et exportateurs ne peuvent plus servir de garanties données en collatéral pour l'obtention de financements domestiques"*. Pour rappel, l'instruction n°01-2022 du 5 janvier 2022 définit les conditions de rémunération des dépôts sur comptes devises des personnes physiques de nationalité algérienne, résidentes et non résidentes, des personnes physiques de nationalité étrangère résidentes et non résidentes ainsi que les comptes devises des commerçants et exportateurs. L'instruction en question stipule que les avoirs en comptes devises commerçants et exportateurs ne peuvent faire l'objet de dépôt à terme et ne donnent lieu à aucune rémunération. M. R.

FORUM D'EL MOUDJAHID : LE MARCHÉ DES ASSURANCES EN DÉBAT

UN PROJET POUR LE PERSONNEL DE SANTÉ

Les huit compagnies d'assurances de personnes ont finalisé la phase technique pour la mise en œuvre des couvertures au profit des personnels du secteur de la Santé, directement exposés aux risques de contamination à la Covid-19, a indiqué Youcef Benmicia. Ce dernier ajoute qu'on attend toujours l'application de cette décision, sans préciser les raisons de cet attermoiement.

Il est utile de rappeler que les sociétés d'assurance ont élaboré un contrat qui offre une couverture très large et plusieurs garanties. La décision prise par le président de la République d'instituer cette assurance avait été saluée, en septembre 2020, par l'UAR qui a exprimé sa pleine satisfaction à ce sujet. Selon Benmicia, ceci montre la reconnaissance de la nation à ces personnels qui sont depuis le début de la pandémie en première ligne.

Il avait expliqué alors qu'il s'agissait d'une assurance spéciale, inscrite sur le budget de la présidence de la République, souscrite au profit des personnels de santé, directement concernés par la prévention et la lutte contre la pandémie de Covid-19, sous forme d'un contrat d'assurance «groupé» souscrit par une personne morale en vue de l'adhésion d'un ensemble de personnes. Le contrat d'assurance sera géré en coassurance avec la participation de sociétés d'assurance de personnes.

La Cuarama est désignée en tant qu'assureur apériteur, qui établit le contrat et gère les sinistres au nom des coassureurs. Le contrat ou convention d'assurance est signé entre le souscripteur et l'ensemble des coassureurs et les relations et les conditions de coassurance sont fixées dans un protocole entre les sociétés d'assurance de personnes.

La nouvelle assurance comporte une panoplie de garanties couvrant les risques de santé.



La décision prise par le président de la République d'instituer cette assurance avait été saluée, en septembre 2020, par l'UAR qui a exprimé sa pleine satisfaction.

Des assureurs l'ont qualifiée d'outil de contribution à l'effort national pour participer, dans le cadre de la coassurance, à ce plan d'assurance des personnels de soins. Des compagnies avaient participé aux pourparlers entre les pou-

vours publics et les assureurs, sous l'égide de l'UAR, qui ont abouti à la signature d'une convention-cadre entre le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière et le ministère des Finances.

Loes du Conseil des ministres de juillet 2020, le président de la République a souligné que cette assurance, qui vient compléter la loi de protection des professionnels de la santé, est le moins que l'Etat pouvait faire pour montrer la reconnaissance de toute la nation à un corps qui se trouve depuis le début de la pandémie de Covid-19 sur le devant de la bataille sanitaire nationale.

M. Tebboune a tenu à préciser que la prise en charge financière de cette prime d'assurance spéciale vient couvrir les risques encourus par les personnels de santé publique, directement concernés par la prévention et la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Elle est prise en charge par la présidence de la République et permet une souscription auprès de la Caar, par personne et par mois, dans la limite de 3.500 DA par mois, pour un capital de 2.000.000,00 DA et concernera un effectif de 266.113 personnes. L'offre d'assurance comporte des garanties de prévoyance et une complémentaire santé et d'assistance à la personne, aussi bien médicale qu'à domicile. En matière de prévoyance, elle englobe les décès toutes causes, ceux liés à la Covid-19 et les maladies redoutées. En termes d'assurance complémentaire, il est prévu des garanties de prévoyance contre les contaminations et les effets graves liés à l'exposition au virus.

A. M.

Pratiques commerciales illicites Près de 5.000 spéculateurs derrière les barreaux

La guerre à la spéculation des prix des produits de base sur le marché national est entrée dans sa troisième année. Durant les deux dernières années, la lutte contre la spéculation des prix, la fraude, la pratique commerciale illicite et l'escroquerie a battu des records.

Selon les bilans de lutte contre la spéculation rendus publics par les services de sécurité, près de 5.000 individus, la plupart des commerçants et revendeurs, ont été interpellés et ce, dans le cadre d'une vaste campagne de « nettoyage ».

Tout a commencé en 2020, l'année durant laquelle une grande campagne menée par les Gendarmes et visant les milieux des spéculateurs avait été déclenchée suite à des instructions fermes du président de la République. Depuis, la guerre est ouverte contre les commerçants et revendeurs auteurs de nombreuses affaires de spéculation.

Semoule, farine, huile de table, sucre, pomme de terre et bien d'autres produits alimentaires de premières nécessités, les spéculateurs ont privé les millions de consommateurs algériens des produits alimentaires de base en vue d'en retirer une plus-value ou un bénéfice. Un acte classé criminel, selon les hautes autorités du pays qui, face à cette situation alarmante pouvant déclencher des émeutes, des manifestations et de la grogne des citoyens, ont agi rapidement en déclarant une « guerre » ouverte contre les spéculateurs. D'abord, sur le plan répressif, des milliers de commerçants et revendeurs ont été arrêtés depuis l'année 2020 puis, sur le plan juridique pénal, un arsenal de lois punitives a été mise en



Sur le plan répressif, en 2020, quelques 4.454 fraudeurs ont été interpellés dans le cadre de 4.180 affaires traitées, selon plusieurs communiqués rendus publics par la Gendarmerie nationale. (Photo: DR)

place pour contrecarrer les plans diaboliques des spéculateurs. Pas plus tard que samedi dernier, le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Kamel Rezig, a assuré, depuis Oran, que la nouvelle loi contre la spéculation « sera appliquée à la lettre et toute personne stockant l'huile à des fins spéculatives sera traduite en justice ». Une loi qui condamne jusqu'à 30 ans de prison ferme et une amende qui peut atteindre les deux millions de dinars contre chaque personne impliquée dans une affaire de spéculation sur les prix des produits de base.

Sur le plan répressif, en 2020, quelques 4.454 fraudeurs ont été interpellés dans le cadre de 4.180 affaires traitées, selon plusieurs communiqués rendus publics par la Gendarmerie nationale depuis le lancement de la grande campagne de ménage dans les milieux du commerce. En plus de ce nombre considérable, les Gendarmes ont récupéré plus de 3.000 tonnes de produits alimentaires sans parler d'autres produits, tels que les parapharmaceutiques qui sont également de quantités importantes. Durant la

période allant du 9 au 12 avril 2020, 448 affaires liées à la fraude et spéculation ont été traitées par les différentes brigades de la Gendarmerie nationale, durant lesquelles 451 individus impliqués ont été arrêtés, a commenté un communiqué de la Gendarmerie nationale. Le traitement de ces affaires a permis de récupérer plus de 170 tonnes de produits alimentaires, 12,5 tonnes de farine, près de deux tonnes de viandes blanches, près de 100 kilogrammes de viande ovine, 547 bouteilles de liquide parfumé, 1.495 masques médicaux, 122 bouteilles de savon liquide, avait indiqué la Gendarmerie. Selon la même institution de sécurité, cette fois entre la période du 2 au 9 avril 2020, les gendarmes des 48 Groupements ont procédé à l'arrestation de 1.462 spéculateurs impliqués dans la fraude, pratique illicite et spéculation à travers le traitement de 1.306 affaires. Ces opérations ont permis de saisir plus de 245 tonnes de produits alimentaires, plus de six tonnes de viandes blanches, plus d'une tonne de viande rouge, 850 paires de gants médicaux, bouteilles de savon en liquide et bien d'autres

produits alimentaires, avait constaté la Gendarmerie.

Par ailleurs, et durant la période allant du 22 mars au 2 avril 2020, la Gendarmerie nationale avait également annoncé l'arrestation de 2.508 personnes impliquées dans la spéculation sur les prix et ce, à travers 2.426 opérations menées durant la période considérée. En plus de ces arrestations, les Gendarmes ont saisi, 2.483 tonnes et 628 kilogrammes de produits alimentaires, 71.747 litres d'huile de table, 8.273 litres de vinaigre, 179.277 unités d'œufs, 3.057 litres de lait, 1.650 boîtes de lait pour bébé, 478 litres de lait en boîte, 144.607 bouteilles de l'eau, près de 50.000 bouteilles des jus de fruits, 17.686 bouteilles d'eau gazeuse, 4.988 bouteilles de l'eau de fleurs, près de 25.000 bouteilles de javel, plus de 6.800 bouteilles de savon en liquide et d'autres produits. Concernant les produits parapharmaceutiques, les opérations anti-spéculation menées par la Gendarmerie nationale avaient permis la récupération de 144.550 paires de gants, 1.281 masques médicaux, 258 bouteilles d'alcool médical et 51.000 sparadraps. **Sofiane Abl**

النقيب الوطني للمحامين، طايري ابراهيم، لـ "الخبر" "الإضراب المفتوح لإنصاف المحامين والمتقاضين"



طايري ابراهيم

ومستحققاتهم التي سيسدها المواطن المتقاضى في نهاية المطاف.

وبالتالي، يتابع النقابي، فإن المواطن هو المتضرر في النهاية وسيجد نفسه أمام أتعاب المحامين مبالغ فيها، ولذا يطالب الاتحاد باعتماد نموذج اقتطاع الضريبة من المصدر، كونه إجراء عادل وفعال ويحقق العدالة الجبائية ومصالحة الخزينة العمومية ويحسن المحامين من مراجعات ضريبية تمسقية.

وحسب الاتحاد وزير المالية مسؤولية تأخر واختلال النشاط القضائي ومصالح المتقاضين جراء هذه الخطوة، معتبرين أنها وسيلة مشروعة للدفاع عن حقوقهم. ويسدو أن مجلس الاتحاد الذي تنضوي تحته كل منظمات النواحي بالجزائر، وظف آخر أوراقه للضغط على السلطات، واضعا الأجهزة القضائية بمختلف درجاتها ومعها وزارة العدل وجها لوجه أمام مئات الآلاف من القضايا التي يلعب فيها المحامي دورا أساسيا. سواء أكانت محاكمات لموقوفين وغير الموقوفين أو على مستوى قاضي التحقيق أو قضائيا مطروحة في الأقسام والغرف المدنية والتجارية والعقارية والبحرية وشؤون الأسرة، وكلها مسائل مرتبطة بمصائر ومصالح ملايين الجزائريين.

وكانت لجنة الشؤون المالية والميزانية، قد رفضت التعديلات المقترحة المتعلقة بتغيير نظام تسديد الضريبة من نظام التصريح إلى نظام الاقتطاع من المصدر، أي تسديد ضريبة دفعة عن كل قضية تسجل.

ومن تحفظات الاتحاد المرفوعة مؤخرا في "اجتماع قسنطينة"، استحداث إجراءات بيروقراطية غير فعالة ومرهقة للمحامي والتميز بين الخاضعين للضريبة، إذ يتم إعفاء الموظفين والمستخدمين من الدخل على الضريبة إذا كان الدخل يساوي 360 ألف دينار، بينما المحامي يخضع لهذه الضريبة في حدود 240 ألف دينار، حسب ما جاء في نص البيان.

م.ف. هثماني

● بعد إعلان الاتحاد الوطني للمحامين، تشفيد تهديده بالإضراب المفتوح يوم الخميس القادم، احتجاجا على رفض اعتماد نموذج تسديد الضريبة من المتبع، وعلى رفع نسب الضريبة، تبرأ النقيب الوطني للمحامين، ابراهيم طايري، من أي اختلالات قد تصيب الجهاز القضائي جراء الخطوة، وقال إن أصحاب الجبة السوداء قرروا توظيف آخر الحلول وأقساها، مشترطين على الوزارات المعنية والشريكة الجلوس على طاولة المفاوضات لإيجاد حل للمسألة، مطالبين بتدخل رئيس الجمهورية من أجل إنصافهم.

وأفاد النقيب الوطني في اتصال هاتفسي مع "الخبر"، أمس، أن مجلس الاتحاد سيمضي في تنفيذ الإضراب المفتوح مهما كانت عواقبه، ولا يتم تعليقه إلا بتحقيق الشروط، وهي وفق المصدر نفسه، عقد جولات تفاوض مع وزارة المالية ووزارة العدل أو تدخل رئيس الجمهورية، بعد المجهد تسون من أجل دفع القطاعات الوزارية الشريكة للإذعان للمطالب المشروعة للمحامين وإدراجها في قانون المالية التكميلي.

وتتمثل أهم المطالب، بإصدار النقيب، باعتماد نظام الاقتطاع الضريبية من المصدر في شكل دفعة عن كل قضية، بدل النظام التصريحي الذي لا يكرس المساواة بين الزملاء والذي رفعت فيه نسبة الضرائب من 12 بالمائة إلى 54 بالمائة في قانون المالية الأخير.

وبالنسبة للأثار السلبية التي قد يخلقها الإضراب المفتوح على مصالح المتقاضين، كتأجيل محاكمات الموقوفين المتواجدين في السجون وتأخير الفصل في القضايا، تبرأ طايري من مسؤولية الاختلالات التي ستقع على مستوى سيرورة الجهاز القضائي، وقال إن السلطات المعنية هي من تتحمل كل التداعيات، لأنها رفضت الحوار والتساو وصل والتفاهم.

ولا يرى النقيب في الإضراب المفتوح الذي سيثله أصحاب الجبة السوداء، سببا في تعطيل مصالح المتقاضين وتأخير وتأجيل القضايا، وإنما ينظر إليه على أنه إجراء يصب في مصلحة المواطن والمتقاضى، مستدلا بأن الزيادات في الضريبة على المحامين بـ 35 في المائة كرسوم على الدخل، إضافة إلى 19 بالمائة ضريبة على القيمة المضافة، تؤدي تلقائيا إلى مضاعفة ورفق المحامين لتسيمة أتعابهم



الضريبة على الأرباح ستشمل المؤسسات الأجنبية العاملة في الجزائر

99 في المائة من الشركات لا تصرح برقم عملها الحقيقي في النظام الجزائي

كشف الدكتور تباتي عبد الفتاح، أستاذ محاضر بجامعة فرحات عباس في سطيف متخصص في الجباية والضرائب، أن التصريح برقم الأعمال من طرف الشركات الموجودة في النظام الجزائي ضعيف جدا و99% منها تقريبا لا تصرح بالرغم الحقيقي، حيث إنه وفي ظل غياب الفواتير لا يمكن مراقبة النشاط عكس النظام الحقيقي الجديد الذي سيتمكن من الرقابة ورفع الإيرادات الحقيقية.



وردة نوري

● قال الدكتور تباتي في تصريح لإذاعة قسنطينة، إن قانون المالية 2022 حمل الكثير من التعديلات تخص الشركات والعمال والموظفين، حيث إن التعديلات التي شملت الشركات تتعلق أهمها بتخفيض سقف الإخضاع لنظام الضريبة الجزائية من مليار ونصف إلى 800 مليون سنتيم، معتبرا إياه بالقرار المهم كون معظم المؤسسات الجزائرية هي مؤسسات صغيرة وعليها الآن التحول الإجمالي إلى النظام الحقيقي، فكل مؤسسة تحمل هذا الرقم أو المبلغ في أعمالها عليها الخضوع للضريبة الحقيقية وليست الجزائية.

وحدد الدكتور تاريخ 20 فيفري المقبل كأخر أجل للتصريح برقم الأعمال الخاص بشهر فيفري من أجل تسديد الضرائب المستحقة، ما يعني بأن هذه المؤسسات صارت معنية بتسديد الرسم على القيمة المضافة والضريبة على الدخل الإجمالي وغيرهما، معتبرا هدف هذا القرار هو رفع الإيرادات الضريبية، كون أكبر مورد موجود في نظام التصريح الحقيقي برقم الأعمال وسيتمكن من وضع حد للتهرب الضريبي الذي لا يمكن مراقبته في النظام الجزائي لغياب الفواتير، موضعا أن قانون المالية الجديد أعفى المؤسسات التي يقل عدد عمالها عن 20 من الضرائب على التدريب المهني والتعليم، مقرا بوجود تهرب ضريبي كبير لأن الإيرادات الحقيقية أكبر بكثير من الضريبة

المحصلة والتي قد لا تصل إلى 1% من الإيرادات الحقيقية. كما سيتم طرح قرار آخر يخص الضريبة على أرباح الشركات، حيث تم توسيع مجال النطاق ليشمل الشركات الأجنبية الموجودة بالجزائر، مع اعتماد ضريبة بنسبة 10% فقط، بالنسبة للمؤسسات التي تستثمر أرباحها بالشكل الذي يحقق قيمة مضافة سيتم تطبيقها بشروط، علما يقول إن الضريبة على الأرباح كانت بـ19% لقطاع الإنتاج و23% للأشغال العمومية إلى جانب 26% في المائة لقطاع الري والبناء و26% لبقية القطاعات، مواصلا في نفس الحديث، أنه بالنسبة لمعدل الرسم على النشاط المهني فقد تم تخفيضه من 2 إلى 1,5 في المائة مع قانون المالية الجديد بالنسبة للتجار وغيرهم،

وهذا في وقت تم إعفاء أصحاب المهن الحرة من ضريبة الرسم على النشاط المهني كما هو الحال للمحامين والموثقين والأطباء وغيرهم. وأوضح أن النظام الضريبي الحقيقي للمهن الحرة قريب من الحقيقي وليس الجزائي مثلما كان معمولا به، قائلا أن النظام الجديد سيقوم فيه أصحاب المهن الحرة بالتصريح الضريبي شهريا، وهم ملزمون بدفع الرسم على القيمة المضافة والضريبة على الدخل الإجمالي مع إعفاء هذه المهن فقط من الرسم على النشاط المهني. وواصل الدكتور تباتي أنه تمت مراجعة سلم الضريبة على الدخل الإجمالي من خلال تخفيضها ما يسمح بزيادة الأجور بداية من جانفي الحالي، ويخص الأجور

الخاضعة للضريبة بعد اقتطاعات الضمان الاجتماعي، حيث إن العمال والموظفين الذين يقل أجرهم عن 03 ملايين سنتيم تم إعفاؤهم من الضريبة على الدخل الإجمالي فهم غير معنيين بالزيادة الحالية، والمعنيون هم الذين تفوق أجورهم 30 ألف دج تصاعديا وكعينة الأجير بـ40 ألف دج يستفيد من زيادة بـ2400 دج و50 ألفا بـ2700 دج و80 ألفا بـ6600 دج وهكذا وأكبر زيادة تكون في 8800 دج، على أن تكون الزيادة للتوظيف العمومي في مراجعة النقطة الاستدلالية على أن الأهمية تؤكد أن تتمثل في خلق الثروة وليس بالضرورة في زيادة الأجور خاصة في ظل التضخم الذي يشهده العالم ويؤثر على أسعار المواد ذات الاستهلاك الواسع.

و-ن



سيتم تعميمها على كل مناطق الوطن خلال عامين

منتجات إسلامية بأسعار تنافسية في بنك التنمية



حضر مراسم إطلاق هذه الخدمة أن مديري البنوك الذين فتحوا المجال للتعامل بالصيرفة الإسلامية، يساهمون في "إحلال الحلال" وسيؤجرون على ذلك، معربيا عن أمله في أن يكون للمصيرفة الإسلامية دور في إنهاء أزمة الثقة بين المتعاملين الاقتصاديين والدولة التي تنشر بالسوق الوطنية.

وقال غلام الله، إن المجلس الإسلامي الأعلى كان من أول المطالبين بتطبيق الشريعة في المعاملات البنكية، مشيرا إلى أن البنوك لم تكن تراعي الحكم الشرعي، وأن القبول بفتح المجال أمام الصيرفة الإسلامية يندرج إحصائيا للحلال بوجوه صاحبه عليه.

وتحدث غلام الله، بهذا التصريح بمناسبة فتح أول حساب إسلامي ببنك التنمية، عن وجود "صراع" بين المتعاملين الاقتصاديين والدولة، بسبب غياب الثقة من الجانبين، داعيا إلى "إعمال العقل" وعدم التضحية بالسوق الوطنية "الكبيرة" التي تحمي 45 مليون نسمة.

وقال إن "التجارة ليست بيد الدولة بقدر ما هي بيد المتعاملين الاقتصاديين، الذين يفضل الكثير منهم عدم التعامل مع البنوك واللجوء إلى السوق الموازية مما أحلقت أضراراً كبيرة بالاقتصاد الوطني". واعتبر أن فتح شبايك الصيرفة الإسلامية لابد أن يصب في اتجاه إعادة الثقة ومعها الأموال الموجودة في السوق الموازية.

وأبرز موسى إسماعيل، رئيس هيئة الرقابة الشرعية بالبنك من جهته أن العمل الذي تم القيام به لضمان توفير منتجات مطابقة فعلا لأحكام الشريعة، مطمئنا المواطنين بوضع عقود مطابقة تماما لهذه الأحكام ولتم مراقبتها باستمرار، حسب المعايير المعمول بها عالميا.

توقع المدير العام لبنك التنمية المحلية، يوسف لافان، بمناسبة إطلاق أول شبايك لتوفير الصيرفة الإسلامية باسم "البنديل" بوكالة البنك ببلدية سطوالي، أمس، جمع 8 ملايين دينار خلال العام الجاري، بفضل هذه الخدمة الجديدة، مراهنا في ذلك على العمل الجاد وكثافة المنصات الرقمية التي من شأنها "ترسيخ ثقافة التعامل مع البنوك وفق مبادئ الشريعة الإسلامية". مع الأمل بأن تكون دافعا لاستقطاب أموال السوق الموازية وتحسين الإنعاش الاقتصادي.

حنان ح
وقال لافان، إن البنك اعتمد استراتيجية "مرحلية" لتغطية كل مناطق الوطن بشبايك الصيرفة الإسلامية، بما فيها الولايات الجديدة والمناطق المعزولة ومناطق الطل حيث سيتم فتح 50 شبايك خلال السنة الجارية. في انتظار توسيع العملية بالاعتماد على عمال البنك الذين قدموا مجهودات كبيرة لتقديم سبع منتجات جديدة وتغطية كل ولايات الوطن بهذه الخدمة خلال عامين.

وكشف أن التأخر في طرح المنتجات المطابقة للشريعة الإسلامية مقارنة بالبنوك العمومية الأخرى راجع إلى الأزمة الصحية وبعض المشاكل التقنية، إضافة إلى رغبة البنك في تقديم منتجات تنافسية، لاسيما من حيث الأسعار.

ويقدم هذه المنتجات للزبائن بأسعار منخفضة مقارنة بتلك المعمول بها حاليا، بفضل "الاستغناء عن بعض العمليات". مثمنا أعلان مدير البنك، الذي عبر بالمقابل عن اقتناعه بأن مسألة الأسعار تبقى رهينة تطور العنفاة في هذا المجال.

غلام الله، فتح شبايك للصيرفة الإسلامية "عمل ماجور"

وأكد رئيس المجلس الإسلامي الأعلى، بوعيد الله غلام الله، الذي

بنك التنمية المحلية بسطاوالي تدشين أول شباك للصيرفة الإسلامية

المبلغ الأقصى للدفع المجدول الممنوح للأمر بالصرف للشراء، فلا يجب أن يتعدى 1.5 مليون دج جزائري، ويخص المركبات السياحية والدراجات النارية ذات العجلتين والثلاث عجلات والمصنعة أو المجمع في الجزائر. أما هامش الربح المطبق على هذا المنتج المسند في أجل يتراوح ما بين 3 و60 شهرا، فيقدر بـ 9.25٪.

أما فيما يخص منتج الإجارة العقارية فيسمح بتمويل لا يتعدى 65 مليون دج لاقتناء سكن ترقيوي جديد كامل أو مسكن فردي لدى مؤسسة عقارية عمومية أو خاصة كما يسمح أيضا باقتناء سكن أو مسكن فردي لدى أفراد.

ويقدر هامش الربح المطبق في هذا الاستثمار بـ 6.75٪ بالنسبة للمدخرين و7.25٪ لغير المدخرين، أما مدة التسديد فتتراوح ما بين 5 و25 سنة.

وأكد لالماش بمناسبة إطلاق هذه النافذة «البديل» أن منتجات الصيرفة الإسلامية لبنك التنمية المحلية متوفرة بأسعار تنافسية. سيما من خلال إلغاء العمولات التقليدية التي تحصل عليها مؤسسات مالية أخرى.

وأضاف أن مسؤولي بنك التنمية المحلية يؤكدون فضلا عن ذلك، على نجاعة هذه الطريقة في التمويل المعززة بأنظمة معلوماتية ومحاسبية مستقلة.

وخلص، في الأخير، إلى التأكيد بأن «هذا المسعى يندرج في إطار الجهود الرامية إلى الاندماج المالي وتعميم الصيرفة الإسلامية عبر كامل التراب الوطني

أما ودائع حساب الاستثمار بالمضاربة فمفتوح لفائدة الأفراد الوثنين والأشخاص الذين يمارسون مهنتا حرة والمؤسسات المصرفية والصغيرة والمتوسطة.

في حين، أن تمويل المرابحة للاستثمار فموجه لتمويل تطوير وسائل الإنتاج (إنشاء وتوسيع وتجديد). أما نسبة الفائدة المطبقة على خطوط مرابحة استثمار فتقدر بـ 6.5٪.

ويخصص منتج المرابحة للاستهلاك الموجه للأفراد فإن المبلغ الأقصى للدفع المجدول الممنوح للأمر بالصرف للشراء، لا يجب أن يتعدى 80٪ من مبلغ المنتج الممول باحتساب جميع الرسوم، ويخص هذا التمويل الذي يسدد خلال أجل يتراوح ما بين 3 و60 شهرا، فيخص المنتجات المصنعة أو المجمع في الجزائر ومطابقة لمبادئ الصيرفة الإسلامية، أما هامش الربح المطبق فيقدر بـ 9.25٪.

وفيما يتعلق بتمويل المرابحة استغلال فيتعلق بتمويل اقتناء سلع أو مخزونات للتسويق.

أما نسبة الربح المطبقة على هذا التمويل فتقدر بـ 8.5٪، في حين، أن أقصى أجل للتسديد فيقدر بـ 12 شهرا.

ويخصص المرابحة سيارات للأفراد، فإن

أطلق بنك التنمية المحلية، أمس، أول شباك مخصص للصيرفة الإسلامية على مستوى وكالته بسطاوالي (غرب الجزائر).

أوضح المدير العام لهذا البنك العمومي، يوسف لالماش، خلال حفل الإطلاق أن شباك الصيرفة الإسلامية لبنك التنمية المحلية، تحت اسم «البديل»، ستطلق أيضا على مستوى ثمان وكالات أخرى، خلال شهر جانفي الجاري.

وأضاف لالماش أن عدد الشبائبك المخصصة للصيرفة الإسلامية، على مستوى بنك التنمية المحلية سيبلغ 50 شبابكا إسلاميا، مع نهاية سنة 2022.

وأضاف ذات المسؤول أن المنتوجات المطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية ومصادق عليها من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية وهيئة الرقابة الشرعية للبنك، تتمثل في إجارة عقارية منتهية بالتمليك للأفراد، والمرابحة سيارات للأفراد والمرابحة استهلاك للأفراد والمرابحة الاستثمار للمؤسسات والمرابحة استقلال للمؤسسات والحساب الجاري الإسلامي وحساب الشيك الإسلامي وحساب الادخار الإسلامي وودائع حساب الاستثمار «مضاربة».

اليوم
الشروق
إخبارية وطنية
رقبنا شروق بجمال العطاء وركبنا خطا بجمال الصواب

اتهم أطرافاً باستغلال سجله التجاري

تاجري تورط في تهرب ضريبي بقيمة 19 مليارات في وهران

قضت محكمة الجنايات الابتدائية بمجلس قضاء وهران أمس، بإدانة تاجر متورط في تهرب ضريبي تجاوزت قيمته 19 مليارات و640 مليون سنتيم بـ3 سنوات حبسا نافذاً وغرامة مالية نافذة هي الأخرى، قدرها 5 ملايين دينار جزائري.



الثغرة، التي مكنتهم من النشامل وتحقيق مداخيل مالية ممتددة باسمه، في حين حملوه لوحده أعباء الجباية وغيرها من إجراءات الردع والمتابعات القضائية، لتلتبس النيابة العامة في حقه توقيع عقوبة 5 سنوات حبسا نافذاً قبل النطق بالحكم المذكور.

ممارسة عمله في مجال بيع الفريضة منذ سنة 2009، وهو التبرير الذي لم يستند لأجله بأي إثباتات رسمية على الورق، كما فشل في إقناع المحكمة بسبب عدم شطب السجل التجاري المذكور فور توقفه المزعوم عن النشاط، حيث ظل متمسكا بوجود أشخاص قاموا باستغلال تلك

ع.ع

وبحسب ما دار في جلسة المحاكمة، فإن قضية الحال تعود إلى سنة 2000 بوهران، عندما شرع المتهم المدعو (ب. ي)، وهو في بداية عقده الثالث من العمر، في مزاولة تجارته في بيع الفريضة بموجب سجل تجاري يحدد طبيعة نشاطه المعتمد، لكنه في مقابل ذلك ظل يتخلف عن تسديد مستحقات الجباية المترتبة عن تجارته طيلة أعوام إلى أن تضاعف حجم التهرب الضريبي إلى أكثر من 19 مليار سنتيم، لتتخذ المصالح المختصة إجراءاتها في مقاضاة المعني بعدما صرح بعجزه عن الدفع، لتتم إدانته آنذاك بحكم قضائي قضى بحبسه لمدة سنتين لنفس السبب، واستند على أساسه تلك العقوبة.

وعند مثوله هذه المرة أمام هيئة محكمة الجنايات الابتدائية، اعتبر المتهم (ب. ي) نفسه ضحية أطراف يجهلها، قال إنها حاولت استغلال ظروفه الخاصة والوضع الإدارية والقانونية لملفه في تجارة الفريضة، حيث اعترف بأنه بالفعل قيد نشاطه سالف الذكر باسمه في السجل التجاري في سنة 2000، لكنه توقف عن

عنه لسنة 2009
المحور
برية وطنية مستقلة

تحت اسم "البديل" ..

بنك التنمية المحلية يطلق منتجات إسلامية

بأسعار تنافسية وفق أحكام الشريعة الإسلامية، وأنه سيتم خلق منظومة مصرفية مفصلة تحمل أسسا مينة لبناء قاعدة مالية سليمة. ومن أجل طمأنة الزبون قال يوسف للاماص فقد تم تعيين لذلك مستخدمين في مجال النظام المحاسبي والمعلوماتي تلقوا أحسن تكوين في مجال الصناعة الإسلامية وكذا تحضير وعاء مالي تم عزله عن باقي الأموال التي ترد البنك، مع ضمان نظام الجودة في التعامل لحماية زبائن البنك من المخاطر، وذلك لضمان خدمات جوارية إسلامية ستكون متوفرة حبه عبر ربوع الوطن وستشمل حتى المناطق المسماة بمناطق الظل من خلال فتح ما يربو عن 50 نافذة إسلامية وستدخل حيز الخدمة في غضون سنة 2022، بشريق شاب منخرج من الجامعات، وأنهم حريصون على ترسيخ ثقافة الأذخار وفق الشريعة الإسلامية لتحقيق الإنعاش الاقتصادي المنشود، معتبرا ممنوع البديل إضافة حقيقية للمنظومة المصرفية الجزائرية وبادرة خير على الاقتصاد الوطني.

نصيرة سيد علي

نموذجا ماليا جديدا سوف يستفيد منه زبائن البنك المحتملون الذين يبحثون على هذا النمط من المعاملات المالية.

وأوضح يوسف للماص مدير عام بنك التنمية المحلية في السياق ذاته على أن هذا المنتج المالي الجديد يندرج ضمن الإصلاحات والذي يتوقع من أن يعزز مكانة مؤسسته المالية في الساحة الاقتصادية، وسيسهل في تطوير المنظومة المصرفية لهيئته.

50 نافذة إسلامية ستدخل حيز الخدمة خلال 2022

هذا، وأكد المتحدث باسم بنك التنمية المحلية يوسف للماص في ذات الندوة بأن طاقم هيئته ساهرون على تقديم الأحسن والأفضل للزبون من خلال الخدمة المقترحة والتي تتوافق مع متطلباته، مشيدا بالجهود المبذولة من طرف عمال وموظفي بنك التنمية المحلية في إثراء هذه المنتج، وأنه من المنتظر إطلاق مجموعة من المنتجات مماثلة

أطلق أمس بنك التنمية المحلية بمقره بسطاوالي الصيرفية الإسلامية "البديل" ليلتحق البنك بذلك بركب البنوك الجزائرية التي أسست للمعاملات الاقتصادية خلال من خلال فتح نوافذ إسلامية لتسهيل الولوج إلى المالية الإسلامية بكل سلامة.

يوسف للماص: "البديل" سيسهم في ترقيبة الاقتصاد الوطني

وفي هذا الصدد، أوضح مدير بنك التنمية المحلية، يوسف للماص في كلمته خلال الندوة الصحفية التي عقدها بمقر البنك بسطاوالي أمس على أنه حان الأوان للشروع في إرساء المعاملات الإسلامية في مجال المالية في الجزائر، نظرا لأهميتها القصوى في تنشيط الاقتصاد الوطني. وقال المسؤول الأول على بنك التنمية المحلية يوسف للماص إن هيئته المالية بهذه المنتج الإسلامي الجديد قد خطا خطوة جديدة في مساره المصرفي المتمثلة في إطلاق الصيرفية الإسلامية تحت اسم "البديل" تكون كما قال

المديرية العامة للضرائب تضع شبكا موحدا للأوعية والتحصيل

الحكومة تستهدف المساواة الجبائية والتخفيف من الضغط الضريبي

■ عبد اللطيف : إعفاء منتجي الزيوت الخام من الرسم على القيمة المضافة لعمليات بيعها

أوضحت المديرية العامة للضرائب، أمال عبد اللطيف أن التدابير الجبائية الجديدة التي نص عليها قانون المالية لسنة 2022 تستجيب لضرورة تعبئة الموارد والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم المتعاملين الاقتصاديين.

■ لبياء، حرزلاوي



■ وأشارت السيدة عبد اللطيف خلال يوم إعلامي حول الأحكام الجديدة لقانون المالية 2022، الذي نظمته الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، إلى أنه من أجل الاستجابة لهذه الضرورات، يعكف قانون المالية لسنة 2022 على تبني مزيد من المساواة الجبائية والتخفيف من الضغط الجبائي وتسييم النظام الجبائي. ولذلك، تؤكد التدابير الجبائية في قانون المالية هذا على تعزيز التدرج في الضريبة على الدخل الإجمالي وإعادة إجمالي هذه الضريبة وتوسيع قاعدتها ومراجعة جدولتها ومعدلاتها الهامشية.

فمن بين هذه التدابير، ذكرت السيدة عبد اللطيف تقسيم الأرباح المهنية إلى فئتين وإدخال نظام مبسط خاص بالمهنة الحرة وتخفيض عبء الضريبة الجبائية الوحيدة وكذلك مراجعة طريقة تحديد وفرض الضرائب على الدخل الزراعي.

وهيما يتعلق بالضرائب على الشركات، فقد أوضحت المديرية العامة للضرائب أن القانون نص على عدد التدابير الرامية إلى تسييم النظام الجبائي وخفض العبء الضريبي. وأضافت أن هذه التدابير تتضمن توضيح النظام الجبائي وتسييمه والتقريب بين القانون الجبائي وقانون المحاسبية فضلا عن تخفيف العبء الضريبي.

وبالتالي، فإن قانون المالية لسنة 2022 يكرس، حسبها، إعادة تكييف الأحكام التي تتناول النتيجة الجبائية من خلال التعريف بهذه النتيجة وينمط تكررها. كما يقدم القانون أيضا توضيحا حول شروط وطرائق خصم النفقات من خلال تحديد شروط الخصم وتخفيض

سقف الخصم. وأوضح قانون المالية 2022 قواعد التعامل الجبائي للشركات بتحديد التزاماتها الضريبية وأوعيتها الخاصة للضريبة. وبخصوص الرسوم على التكوين المهني والتمهين والعقار وجمع النقابات المهنية، أكدت المديرية العامة للضرائب على وضع شبكا موحدا للأوعية والتحصيل كما عمدت من خلال قانون المالية 2022 إلى تسييم طريقة انشائها وكيفية التصريح والدفع. أما فيما يتعلق بالتفضيزات والاستثمار وتشجيع الإنتاج الوطني، أشارت السيدة عبد اللطيف إلى وضع نسبة ضرائب منخفضة على أرباح الشركات حددت بـ 10 بالمائة تطبق على الأرباح التي أعيد استثمارها من طرف الشركات الإنتاجية بغرض توسيع الطاقة الإنتاجية للمؤسسة.


وفي ذات السياق، أقر قانون المالية تطبيق نسبة منخفضة للضريبة على أرباح الشركات بـ 10 بالمائة على الأرباح المشاركة على الأقل في 90 بالمائة من رأس مال الشركة المنتجة للعقارات أو أشغال أو خدمات فضلا عن توسيع نطاق الإعفاءات الجبائية الممنوحة للمؤسسات الناشئة المتعلقة بالضريبة الجزائرية الموحدة. كما نص قانون المالية الجديد على وقف العمل بالضريبة على النشاط المهني للمؤسسات المنتجة وتخفيضها بنسبة 25 بالمائة للنشاطات الأخرى. وفي مجال دعم الاستثمار فقد أدرج قانون المالية 2022 دعم نشاط تربية المائيات والسياسة عن طريق تخفيض رسم القيمة المضافة ودعم تربية الأنعام من خلال إعفاء أعذية الأنعام والدواجن من هذا الرسم. ويوجه الدعم أيضا إلى نشاطات إنتاج الزيوت الخام بزعاتها من الرسم على القيمة المضافة لعمليات بيع هذه المواد.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائر



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائر - بنعكنون - مدينة ملكي، أحمد فرانسيس المبنى
© 2019 MINISTERE DES FINANCES